



L'ANALYSE DE... FRANK PAUL WEBER (\*)

## L'Italie a aussi besoin d'un rapport Attali

La France peine à exporter. Mais elle a réussi à exporter de l'autre côté des Alpes le rapport de la commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali. En l'occurrence, il s'agit de réimporter dans la péninsule quelques idées insufflées par deux membres italiens de la commission Attali, l'ancien commissaire européen Mario Monti et l'ancien ministre Franco Bassanini.

Au beau milieu de sa crise politique, qui a débouché sur la convocation d'élections législatives anticipées pour les 13 et 14 avril prochains, l'Italie a sympathisé avec l'idée de faire elle aussi une commission Attali ou du moins de s'inspirer des conclusions des 43 sages réunis sous la férule de l'ancien conseiller de François Mitterrand. Le plus grand quotidien du pays, le *Corriere della Sera*, a consacré ses premières pages aux « *attalistes d'Italie* » susceptibles d'identifier « *les réformes clés* » à mettre en œuvre par le prochain gouvernement. « *Le rapport Attali pourrait fournir de nombreuses idées à notre pays* », a insisté, quelques jours plus tard, le chef de la plus grande banque d'Italie, Intesa Sanpaolo, Corrado Passera. *Il Foglio*, le quotidien contrôlé par l'épouse de Silvio Berlusconi, a même imprimé sur quatre pleines grandes pages, les meilleures feuilles du rapport Attali, sous le titre (en

français dans le texte) « *égalité, fraternité, libéralisation, quelques suggestions aussi pour le prochain gouvernement italien* ».

**Le bonnet d'âne de la croissance.** Si la commission Attali tire le signal d'alarme à propos de la France qui « *depuis 2000 n'a plus qu'une croissance moyenne de 1,7 % par an, parce que depuis vingt ans, elle n'a pas su se réformer* », il faudrait de toute évidence sonner furieusement le tocsin à propos de l'économie italienne. Depuis plus de dix ans, l'Italie obtient le bonnet d'âne de la croissance parmi les pays de la zone euro : entre 2001 et 2005 son produit intérieur brut (PIB) n'a progressé en moyenne que de 0,7 % par an. Certes, l'Allemagne, avec une moyenne de 0,6 % sur la même période, s'était enfoncée plus bas. Mais ce fut pour mieux rebondir en 2006 à presque 3 % de croissance, à peine ralentie à 2,5 % en 2007.

Pour l'économie italienne, les deux dernières années de croissance (1,9 % en 2006 et probablement autour de 1,8 % en 2007) se révèlent des parenthèses dans une longue phase léthargique. Dernier symptôme en date : la Commission européenne vient de diviser par deux sa prévision de croissance de l'Italie pour cette année, à 0,7 %. En regard, l'Allemagne et la France, avec un point de plus de croissance, font figure de pays de cocagne.

“ SI CE RAPPORT (RE) SURGIT DANS LE DÉBAT ÉLECTORAL, ON PEUT PARIER QUE CE SERA UNE INSTRUMENTALISATION POUR S'ATTIRER QUELQUES VOTES. ”

La troisième plus grande économie de la zone euro est-elle prête pour une « *commission Attali-Italie* » et des recettes de choc pour sortir de sa torpeur ? Rien n'est moins sûr. D'abord parce que, côté diagnostic, la patrie de Dante a déjà eu ces dernières années, comme l'Allemagne et la France, son cortège de « *déclinologues* », parfois de grand talent. Ce qui manque, ce sont les solutions et le mode d'emploi pour les mettre en œuvre. À cet égard, la campagne électorale entre la gauche de Walter Veltroni et la droite de Silvio Berlusconi n'inspire pas l'optimisme. Si le rapport Attali (re) surgit dans le débat électoral italien, il y a fort à parier que ce sera une instrumentalisation fugace pour s'attirer quelques votes, sans conviction de procéder à des changements profonds.

Les deux grands partis de la péninsule n'entendent pas faire de la surenchère de projets de



réformes structurelles, contrairement au dernier scrutin législatif allemand durant lequel Gerhard Schröder et Angela Merkel avaient rivalisé de projets audacieux. Confrontée à des défis similaires et souvent plus graves qu'en Allemagne, comme un faible taux de fécondité par femme ou la médiocrité du dispositif éducatif sans parler du système judiciaire en piteux état, l'Italie préfère les ignorer et se repaître de promesses fallacieuses de baisse des impôts, malgré une dette publique astronomique.

**Partis sans congrès ni programme.** Les partis italiens ne produisent, ni ne débattent de réformes, d'ailleurs les occasions pour le faire n'existent pas, car ce sont des formations politiques sans congrès, sans programme. Aussi la perspective d'une grande coalition gouvernementale droite-gauche, évoquée par Silvio Berlusconi, si le scrutin de la mi-avril devait déboucher sur un match nul, fait craindre un pacte maintenant l'Italie dans l'inertie. ■

(\*) *Correspondant permanent de « La Tribune » en Italie.*



Retrouvez notre rubrique dans notre canal interactif et réagissez.